



Belga Image

Le vert est l'avenir du

Dans sa quête de renouveau, le socialisme doit aider les populations les plus précarisées à intégrer le combat climatique, qui se limite aujourd'hui trop souvent aux classes privilégiées. - Texte: Thomas Depicker -

Je suis sur le Rainbow Warrior, putain!" Nicolas Van Nuffel, président de la Coalition climat, profite dès ses premiers pas sur le pont. Et il n'est pas le seul à s'émerveiller devant le navire Greenpeace au nom mythique (depuis que les services secrets français ont coulé le premier du nom), amarré dans le canal d'Anvers. Mais ce n'est pas pour une visite que nous sommes invités. En cette grise journée d'octobre, l'ONG internationale a décidé d'investir le Rainbow Warrior 3 pour une série de tables rondes appelées à lier



Texte:
**Thomas
Depicker**

luttons sociales et climatiques. Une matinée durant, syndicats et association de lutte contre la pauvreté ont rencontré leurs homologues écologistes.

Alors qu'aucune journée ne passe sans qu'on aborde les problèmes environnementaux, Greenpeace a décidé d'ouvrir le débat à ceux qu'on n'entend jamais. Ceux qui, avant de penser à manger bio, doivent penser à manger. "C'est en réglant les problèmes sociaux que l'on contribuera à sauver la planète. Faire l'inverse ne fera que creuser les inégalités. Actuellement, l'élaboration des mesures liées au climat ne



“Les pauvres sont furax que l’on dise qu’ils consomment n’importe comment. Surtout qu’ils consomment moins.”

Le Rainbow Warrior 3, navire emblématique de Greenpeace.

rouge

prend pas en compte les plus précarisés”, signale Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté.

Poc, poc, poc

Pourtant, l’idée d’un manque de conscientisation écologique des “pauvres” circule parfois. “Le rouleau compresseur climatique a supplanté tous les autres, d’où un sentiment d’oubli et une certaine colère. Mais les plus précarisés sont furax que l’on dise qu’ils consomment n’importe comment et s’en foutent. Par définition, ils consomment moins! Les populations les plus énergivores sont les plus aisées. Elles voyagent plus, utilisent plus leur voiture, ont de plus grandes maisons...”

Pacou et Pascale font partie de cette population précarisée. Elles ont accompagné l’équipe du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté sur le RW 3 pour

témoigner de leur quotidien. Alors que tout le monde se félicitait joyeusement de l’initiative et profitait du cadre qu’offrait le bateau, elles ont rapidement ramené leurs interlocuteurs à la réalité. Habitante de Durbuy, Pacou est venue illustrer les soucis de logement de ceux qui vivent dans la pauvreté. “Bientôt 35 ans que j’ai ma maison. C’est de tous côtés qu’il faut refaire quelque chose chez moi. Quand je suis dans mon lit et qu’il pleut, j’entends des poc, poc, poc. Je sais qu’il pleut dans mon grenier, mais je n’ose pas aller voir. Il faudra peut-être faire intervenir quelqu’un. Mais qui? À quel prix? J’ai un jour voulu demander une prime. Je ne l’ai pas eue parce qu’à l’époque, il fallait avoir fait des travaux pour presque le double. Mais moi, je fais très attention à ne pas gaspiller, ne pas exagérer, ne pas profiter... et puis, voilà, je n’ai pas eu droit à cette prime. J’avais été trop raisonnable.”

Pascale vit, elle, dans la campagne namuroise. Une fois tombée dans la précarité, elle a dû s’acheter une voiture dans ses moyens. “On n’a pas une vieille voiture par goût, on n’a pas le choix. Mais au moins, elle roule. Habitant à la campagne avec cinq enfants, il est inconcevable de ne pas en avoir. Mon fils commence des études à Bruxelles, mais je ne peux pas y rentrer car la capitale est devenue une zone de basse émission. Ou alors je paie une amende. Comment faire pour le déménagement?” Des problèmes concrets qu’on n’imagine pas lorsqu’on est citadin, plutôt aisé et favorable à des mesures restrictives. “À un moment donné, tu en as marre, tu n’as plus envie de te battre, reprend Pacou. Le système fait que tu as tout juste assez pour payer tes factures, alors tu t’arranges. Tu paies en trois fois au lieu d’une. Tu annules les anniversaires et les cadeaux de Noël. Tu chauffes à un maximum de 17 degrés en hiver. Tu ne peux pas rénover ta maison, réparer ta voiture, faire face aux frais de la vie quotidienne... Compter, réfléchir pour trouver de fausses solutions, rénover avec des bouts de ficelle, ça use. On n’en demande pas autant à des gens qui ont les moyens.”

Les yeux embués par la force des témoignages, la porte-parole de Greenpeace Juliette Boulet ne peut que plaider pour une transition plus juste. “On a notamment porté des messages très forts sur la →

LES CINQ MESURES DE GREENPEACE

L'ONG a dégagé cinq priorités qui profiteront autant à la planète qu'à ceux qui l'habitent.

1. Une contribution équitable

Sus aux grands pollueurs et aux plus hauts revenus. *“Ces dernières années, la facture énergétique des ménages et des PME a augmenté, et les entreprises grandes consommatrices d'énergie s'en sont souvent tirées à bon compte.”*

2. Un droit à l'énergie et à un logement climatiquement neutre pour chacun

“Des investissements ciblés pour réduire la demande d'énergie en mettant tout particulièrement l'accent sur les groupes vulnérables.”

3. Énergies renouvelables pour tous

“Que le système énergétique soit démocratisé, que les réseaux restent dans les mains des pouvoirs publics et que l'appropriation par les citoyens et les communautés (communes, quartiers, coopératives) énergétiques soit encouragée.”

4. Amélioration des transports

Soutien des transports publics, de la pratique du vélo et verdissement du parc automobile, à travers une *“fiscalité qui nous éloigne des énergies fossiles et favorise les véhicules zéro émission, et qui soit neutre sur le plan budgétaire pour les faibles revenus”*.

5. Une transition industrielle solidaire

Elle serait participative et équitable *“vers une société circulaire et renouvelable”*, dans *“un cadre politique fort avec une vision à long terme, qui force les percées et en anticipe les conséquences sociales, en consultation permanente avec les travailleurs”*.



Belga Image

→ *nécessité de rénover les logements sociaux, mais pas uniquement. Le bâtiment et le chauffage, c'est 13 % des émissions de CO₂. Il faut y faire face avec des propositions concrètes qui vont aider les gens aux logements les moins bien rénovés. Le gain sera important au niveau environnemental, mais aussi en termes de santé, de confort de vie, de dignité.”*

Sortir de la moyenne

L'éco-socialisme est loin d'être un concept neuf. Depuis les années septante, l'idée circule selon laquelle la protection de l'environnement serait incompatible avec le système capitaliste. Un système qui s'est encore bien développé depuis et qui s'éloigne chaque jour un peu plus des idéaux écologiques. Mais le concept ne s'était jamais montré aussi indispensable qu'aujourd'hui. Les inégalités explosent en même temps que la planète implose. Ce qui amène Christine Mahy à définir le capitalisme comme un ennemi commun. *“Il entraîne des problèmes éminemment sociaux mais a aussi des répercussions climatiques. L'enjeu environnemental comme l'enjeu social doivent se retrouver pour le combattre.”*

À bord du bateau, il est souvent question de la responsabilité des pouvoirs publics. Au-delà d'une réappropriation de la finance aux dépens de multinationales que tout le monde s'accorde à voir comme le mal incarné, Christine Mahy demande, là aussi, une meilleure écoute des acteurs de terrain. *“C'est bien d'écouter les experts, il faut le faire. Mais il est indispensable d'aller rencontrer les premiers concernés, ceux qui seront impactés par les nouvelles mesures.”* Christine Mahy le dit avec vigueur: s'il y a une politique dont il faut sortir, c'est celle de la moyenne. *“La moyenne cultive l'injustice. Elle lisse les réalités autour d'enjeux essentiels. Il faut analyser l'impact en fonction de toutes les tranches de revenus car ce sont toujours les plus précarisés qui souffrent des moyennes.”*

À bientôt dans un squat

Le socialisme ne doit pas seulement se réinventer pour récupérer les urnes. Sa recherche d'un système social plus juste se heurte désormais à des inégalités inédites, induites par un combat qui, en soi, est juste et complexe. Et qui l'amènera probablement à se mettre à dos ceux qui veulent aller vite. *“Je peux comprendre les angoissés qui veulent avancer avec ceux qui ont les moyens, quitte à se dire: ‘tant pis pour les autres’.”* Mais c'est une erreur car la casse sociale sera énorme et rien ne changera vraiment. Sur le RW 3, les luttes ont convergé le temps d'une journée. Reste à pérenniser cette alliance. Christine Mahy compte bien s'engouffrer dans la brèche. *“La prochaine fois, j'espère pouvoir accueillir nos confrères dans un squat ou au milieu de logements sociaux délabrés.”* ✕

- Des associations environnementales, syndicales et de lutte contre la pauvreté s'associent dans un dialogue inédit.
- Elles réclament une transition climatique juste.
- Témoignages.

“La transition ne doit exclure personne”

Daniel, travailleur sans emploi de la région de Liège, brandit trois cartes magnétiques colorées: “Voilà trois choses que vous connaissez très certainement: une carte Mobib de la Stib, une carte De Lijn, et une carte des Tec. Celle de De Lijn, par an, pour une personne qui est demandeur d'emploi ou sous la mutuelle, vous coûte 54 euros, la Stib, 85 euros et celle-ci (celle du Tec) - elle est jaune peut-être parce qu'elle est 'gold', elle ne coûte que la modique somme de 580 euros. Donc, une personne en statut d'invalidité, avec le même budget, va voyager pendant dix ans en Flandre et pendant 7 ans à Bruxelles. Chez nous, en Wallonie, il n'y a rien de prévu en matière de transport pour les personnes demandeuses d'emploi. Moi, ça me sidère”, ajoute-t-il, concédant qu'il est possible d'obtenir un billet gratuit pour se présenter à un travail, mais il faut les demander un par un et payer les trajets pour aller chercher un formulaire auprès des autorités.

Blanc, urbanisé, formé

Le Liégeois était l'un des témoins participant, vendredi matin, aux tables rondes organisées par une quarantaine d'organisations de la société civile, environnementales, de lutte contre la pauvreté et syndicales, sur le *Rainbow Warrior*, le navire de Greenpeace, amarré à Anvers. Un dialogue inédit. “On est parti du constat que les grandes mobilisations pour le climat avaient été extrêmement médiatisées et on en est très heureux, qu'il y avait énormément de gens, qui étaient représentatifs d'une certaine forme de diversité de la société, mais pas assez. [...] On s'est dit qu'on n'était pas assez diversifié, pas assez inclusif”, explique Juliette Boulet, porte-parole de Greenpeace. C'est d'ailleurs des critiques qu'on nous a fai-

tes. Le mouvement climat est un mouvement très fort, plein d'espoir. Mais il est quand même encore souvent le fait de personnes blanches, urbanisées et avec un haut niveau de formation, pour faire un raccourci, car je ne veux pas montrer des gens du doigt.”

“Nous avons aussi été fort médiatisés et des combats que nous jugeons essentiels ont parfois du coup été occultés”, ajoute-t-elle, se rappelant ainsi de l'action Occupy Climate qui avait repoussé en fin de J1 une manifestation antiraciste qui avait lieu en même temps. “Dans les slogans qu'on avait écrits sur nos pancartes, il y avait 'jaune et vert, même colère', 'Fin du monde et fin du mois, ça doit aller ensemble', etc. Mais malheureusement, on ne l'incarnerait pas dans notre fait d'organisation. On s'est dit que l'on devait contacter les organisations actives dans la lutte contre la pauvreté. On avait dans nos mémorandums, ces propositions sociales sur une transition environnementale juste, mais on voulait aller plus en profondeur.”

Un rééquilibrage à faire

Présente elle aussi sur le *Rainbow Warrior*, Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, se dit ravie de l'initiative. “Nous, on se dit aussi que les enjeux climatiques et environnementaux sont essentiels. On sait que les populations qui subissent le plus les conséquences, ce sont les populations les plus faibles. Mais on sait aussi à quel point le risque

est grand que ce soit sur leur dos que les décisions se prennent et que cela aille dans le mauvais sens. On se pose donc la question: à quelles conditions les enjeux sociaux ne seront-ils pas sacrifiés aux enjeux climatiques? À quelles conditions, cela veut dire qu'il faut réfléchir les deux ensemble et que c'est très important de le

5

thèmes centraux

Les cinq piliers de l'appel des 38 organisations sont: contribution équitable des grands pollueurs et des plus hauts revenus; droit à l'énergie et à un logement climatiquement neutre; énergies renouvelables pour tous; amélioration des transports publics, promotion de la pratique du vélo et verdissement du parc automobile; mise en place d'une transition industrielle solidaire, participative et équitable.

Une opportunité

Les 38 associations promettent de renouveler leurs rencontres tout au long de la législature et analyseront les décisions prises par les exécutifs, “pour s'assurer que les nouveaux gouvernements bâtissent un futur vert et juste”, indique leur déclaration commune publiée ce vendredi.

Juliette Boulet se dit convaincue que si le réchauffement climatique, “est une menace à laquelle il faut faire face, c'est aussi une opportunité pour une société plus juste. Des rapports internationaux et belges montrent que les mesures mises en place aujourd'hui contre le réchauffement climatique sont mal perçues aussi parce qu'elles sont injustes. Le combat des 'gilets jaunes' a pour cela toute sa légitimité.” Exemple concret: il faut certes s'attaquer au problème du

transport automobile qui entraîne 22,5% des émissions de gaz à effet de serre en Belgique, mais il faut aussi des politiques structurantes pour éviter de stigmatiser ceux qui ont un vieux diesel et qui habitent en zone rurale. “Oui, il faut des zones de basses émissions. Oui, il faut que l'industrie transforme ses automobiles en voitures moins polluantes, c'est de mettre en place des alternatives. On ne peut pas simplement dire aux gens: 'Ton vieux véhicule au diesel, basta, tu n'entres plus à Bruxelles'. Éventuellement, 'Ok, tu n'entres plus à Bruxelles, mais il y a des alternatives crédibles'. Il faut que les services publics développent des alternatives communes massivement: des bus, la mobilité douce mais pas seulement, car tout le monde n'est pas apte à faire du vélo. Il y a aussi une responsabilité du pouvoir communal à mettre à disposition du partage de véhicules, une flotte automobile de qualité, ou par exemple une camionnette à utiliser de temps en temps en payant avec des ‘chèques mobilité’. Que les politiques soient un peu créatifs, bon sang!”

L'initiative baptisée #UnitedforClimate appelle les nouveaux gouvernements à concentrer leurs efforts sur cinq thèmes centraux (voir chiffre). Le but de l'appel, selon les associations, est que “personne ne soit exclu lors de l'inductible transition vers une société plus durable où, à terme, la qualité de vie de chacun se trouvera améliorée”.

Sophie Devillers



Pour les demandeurs d'emploi, le coût du transport public est différent dans les trois Régions.

“On n'a pas une vieille voiture par goût. On n'a pas le choix!”

On n'a pas de vieille voiture par goût, entame Pascale Bayer, 55 ans, qui a elle aussi participé, en tant que témoin, aux tables rondes de #Unitedforclimate. On n'a pas le choix. Ma voiture actuelle est cabossée, le pare-chocs est en train de s'écraser. Mais elle roule. Je l'ai rachetée d'un ami décédé. C'est un utilitaire. On ne peut pas tous se mettre dedans, mais avec, il y a moins de taxes et c'est très pratique pour aller chercher les colis alimentaires.” Cette mère de famille habite un “petit bled” près d'Eghezée, Mehaigne. “En habitant à la campagne, avec 5 enfants, avec des activités diverses et des études, il est inconcevable d'être sans voiture. Les bus sont rares, chers et peu pratiques pour tous les petits trajets.”

Son fils commence des études à Bruxelles, “mais je ne peux pas rentrer dans Bruxelles avec l'utilitaire, du fait que cette zone est à basse émission, ou alors je devrais payer une amende. Elle passe au contrôle technique, pourtant. Comment faire pour le déménagement de mon fils? C'est difficile aussi les vieilles voitures. Quand je suis tombée dans la précarité, j'avais une Toyota de 7 places, mais quand elle est tombée en panne, je n'ai pas pu la faire réparer.”

Elle qui “n'avait jamais eu besoin de demander quoi que ce soit”, a sombré dans les difficultés en 2014, à la suite d'une séparation d'avec un mari violent et, cinq ans et demi plus tard, commence seulement à voir le bout du tunnel. Quand on lui demande si elle est sensible aux questions climatiques, Pascale avoue trouver la question choquante. “Moi, j'ai envie de dire cette phrase: ce n'est pas

parce que vous avez faim, que vous avez de quoi manger. C'est deux poids, deux mesures. Oui, on est conscient de ces problèmes climatiques, mais ce n'est pas pour cela qu'on va avoir les moyens (financiers) de réagir. Ce n'est pas parce qu'on a envie de faire quelque chose qu'on le peut. Vous avez faim, mais s'il n'y a rien dans le placard, vous gardez votre douleur! Mais ce n'est pas pour cela que vous n'en avez pas envie. On est préoccupé par les questions climatiques, mais on ne peut rien y faire.”

“Avec mon utilitaire, je ne peux pas rentrer dans la zone de basse émission. Comment faire pour le déménagement de mon fils?”

Pascale

Test de risque d'appauvrissement

Pour Christine Mahy, du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, pour les personnes en précarité et le climat, “ce n'est pas une question de prioriser ceci plutôt que cela. Même si on sait que (la question climatique) est la priorité, il y a une forme de violence à dire à quelqu'un qui n'a pas les moyens de pouvoir agir: ‘agissez!’ Notamment en termes d'isolation de logement, de changement de voiture, etc.” Lorsqu'une solution est mise sur la table, il faudrait qu'il existe un test de risque d'appauvrissement, ajoute sa collègue Anne Leclercq. “Pour se rendre compte de leur effet sur la population, voir si cela ne crée pas des nouvelles formes de pauvreté. Par ailleurs, dans la nouvelle déclaration de politique wallonne, on parle aussi de test d'enrichissement. Car il y a des politiques mises en place qui ne sont accessibles qu'avec certains moyens. Par exemple les primes à l'énergie: il faut pouvoir préfinancer les travaux avant de toucher les primes. Quand on a les moyens, il y a un effet d'entraînement.”

So. De.

Rôti de bœuf contaminé par la listériose?

Santé Vendu en Belgique dans les magasins Aldi, il fait l'objet d'un rappel.

De la marque Délifin, le produit de charcuterie “Rôti de bœuf” vendu en Belgique dans les magasins Aldi fait actuellement l'objet d'un rappel auprès des consommateurs en raison d'une éventuelle contamination à la Listeria. Toutes les dates de péremption (jusqu'au 13/10/2019) sont concernées. En concertation avec l'Afscsa, Aldi a immédiatement retiré de la vente ce produit, vendredi. Les consommateurs qui l'ont acheté sont priés de ne pas le consommer et de le retourner. Une contamination à la Listeria dans divers produits à base de viande a été rapportée aux Pays-Bas, où l'on déplorait au moins trois décès et une fausse couche. Il s'agit de produits en tranches, préemballés, provenant d'une entreprise néerlandaise (Offerman). Le cours de l'action Ter Beke à la Bourse de Bruxelles a été suspendu vendredi, alors qu'elle était en baisse de près de 9%.

Il y a environ 75 cas par an d'infection à la listériose en Belgique.

Présente dans l'environnement (sol, matières fécales, eaux usées, eau des égouts, eau et environnement de production de denrées alimentaires), cette bactérie est surtout transmise à l'homme via l'alimentation. Elle peut provoquer une gastro-entérite modérée ou une forme plus grave, qui s'avère dans certains cas mortelle. Listeria monocytogenes est une bactérie très résistante qui survit et se développe dans un environnement réfractaire, comme le frigo ménager. Elle ne résiste en revanche pas aux températures élevées. Les symptômes d'une intoxication peuvent être: fièvre, maux de tête, diarrhée et douleurs musculaires. Dans certains cas, il peut s'écouler jusqu'à huit semaines après l'ingestion de l'aliment contaminé, avant l'apparition de symptômes reconnaissables. Les femmes enceintes, les personnes immunodéprimées et les personnes âgées doivent être particulièrement attentives à ces symptômes et consulter le cas échéant.

L. D. (D'après Belgia)



L'Info



Penser l'avenir du travail

Comment penser le travail de demain en intégrant les développements technologiques au bénéfice des travailleurs et pas contre eux? Le congrès de la CSC, réuni à Ostende les 10,11 et 12 octobre, a débattu de ces défis et fixé orientations et balises pour l'avenir.

> P 3 à 6

LES TITRES SERVICES NE SONT PAS UNE SOLUTION POUR L'ACCUEIL DE L'ENFANCE

Le dispositif des titres-services ne doit pas être utilisé pour pallier le manque de structures adaptées en matière d'accueil extra-scolaire. Utiliser ce dispositif serait apporter une fausse solution à un vrai problème

La déclaration de Politique régionale (DPR) du nouveau gouvernement wallon mentionne l'intention d'«étendre le mécanisme des titres-services à l'accueil et au transport d'enfants de 3 à 11 ans» et de veiller au renforcement des qualifications et à une formation adéquate des encadrants.

La CSC wallonne adhère à l'objectif d'augmenter l'offre d'accueil extra-scolaire, largement insuffisante et même inexistante dans certaines zones, et met en avant la nécessité de renforcer l'offre d'accueil d'enfants malades, trop limitée, au domicile des parents.

En revanche, elle s'oppose fermement à ce que le dispositif des titres-services soit utilisé pour pallier le manque de structures adaptées. Ce dispositif a fait ses preuves, mais il présente certains défauts dont celui de ne pas être accessible aux utilisateurs qui disposent d'un revenu modeste. «*Les titres services, de par la déductibilité fiscale qu'ils permettent, profitent davantage aux classes moyennes et aisées*» explique Thierry Jacques du service d'étude de la CSC. Par ailleurs, l'accueil et la garde d'enfants sont des métiers pour lesquels une formation et une qualification professionnelle sont indispensables, avec des règles précises qui sont convenues entre les acteurs du secteur et reconnues par les pouvoirs publics. À ce propos, la déclaration du gouvernement wallon ne rassure pas la CSC wallonne. Thierry Jacques, pas rassuré lui non plus, explique: «*Rien dans la DPR ne garantit qu'une entreprise qui occupe des personnes en titres services, soit soumise aux mêmes exigences de professionnalisation. Il faut mettre les moyens financiers nécessaires à la disposition des services agréés dans l'accueil de l'enfance pour créer des emplois et un statut de qualité.*»



La CSC plaide pour que les Régions wallonne et bruxelloise investissent dans l'accueil extra-scolaire.

La CSC plaide pour que la Région wallonne et la Région bruxelloise investissent dans l'accueil extra-scolaire, en donnant à la Fédération Wallonie-Bruxelles qui assure la compétence sur ce secteur, les moyens financiers indispensables pour accroître l'offre qui existe aujourd'hui de la part d'opérateurs de qualité. Elle attend également des communes qu'elles jouent leur rôle en la matière, comme certaines le font déjà largement, en mobilisant les moyens financiers nécessaires.

TIRAGE MOYEN
200.000 exemplaires

RÉDACTION
chaussée de Haecht, 579,
B-1030 Bruxelles [Belgique]
Tél : 02 244.32.86
Fax : 02 246.30.10
E-mail presse@acv-csc.be

Pour obtenir votre correspondant,
faites le 02/244 suivi des quatre
chiffres indiqués.

ABONNEMENTS ET POSTE
Mårleen Verlee [3281]
mverlee@acv-csc.be

CHEF DU SERVICE PRESSE
Brigitte Jaspard [3291]
bjaspard@acv-csc.be

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Daniel Dellisse [3287]
ddellisse@acv-csc.be

RÉDACTION
David Morelli [3289]
dmorelli@acv-csc.be
Donatienne Coppieters [3283]
dcoppieters@acv-csc.be

MISE EN PAGE
Patricia Martin [3297]
patriciamartin@skynet.be
Marie-Hélène Toussaint [3298]
M-HToussaint@skynet.be

ÉDITEUR
Confédération des syndicats chrétiens [CSC]

IMPRIMERIE
Remy-Roto Beauraing



La CSC en congrès pour penser l'avenir du travail

La CSC a tenu, les 10, 11 et 12 octobre derniers, son 36^e congrès statutaire à Ostende pour trouver des réponses à cette question fondamentale: #queltravaildemain

© Ruud Vanlathem

Pendant trois jours, 900 militants mandatés par leurs organisations se sont réunis à Ostende pour discuter et voter les 25 lignes de force qui constitueront la feuille de route de la CSC pour les années à venir. «*Dans ce monde qui semble perdre le nord, il nous importe, à nous, militantes et militants de la CSC de ressortir notre boussole, de garder des repères, de prendre le temps de revenir à nos équations de base...*» déclare Marie Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC, dans son discours d'accueil des participants.

Grâce à cette boussole, la CSC choisira la voie qui lui permettra d'atteindre ses objectifs et revendications concernant ce que devrait être, à ses yeux, le travail de demain.

Impacts technologiques sur l'emploi

Marc Leemans, président de la CSC, a rappelé que le congrès de 2010, intitulé «*Construisons demain*», pointait déjà trois tendances lourdes quant à l'évolution du travail: l'évolution démographique et le vieillissement de la population, la mondialisation et la crise financière et, enfin, le réchauffement climatique. Mais «*les développements de la technologie n'avaient pas été abordés*». Le congrès de 2019 se penche sur leur impact: «*Ce n'est pas la technologie qui pose problème, mais la redistribution du gain technologique*, a-t-il précisé lors de son discours d'introduction. *Pourquoi avons-nous relativement bien survécu à la troisième révolution industrielle? Parce que nous avons été en mesure de redistribuer les gains de la productivité. Grâce aux négociations salariales, aux cotisations, à la sécurité sociale, aux services publics...*»

Le terme «transition» est indubitablement le mot clé du congrès. Durant ces trois journées, il a traversé l'ensemble des débats et des thématiques, tant lors des discussions sur les lignes de force qu'à l'occasion de débats avec des invités belges et inter-

nationaux sur les nouvelles réalités syndicales, la montée du populisme en Europe ou encore les perspectives de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur l'avenir du travail.

Transitions

Cette transition implique de nombreux défis pour appréhender l'avenir du travail. Les projets de lignes de force les avaient répartis en trois grands thèmes qui ont longuement été débattus par les représentants mandatés par les centrales et les fédérations:

- ① «Un marché de l'emploi en transition»: les bouleversements importants induits par les transitions technologiques et écologiques sur le marché de l'emploi.
- ② «Des emplois en transition»: les questions liées à la création d'emplois de qualité où la technologie améliore le travail plutôt que de reléguer les travailleuses et les travailleurs au rang d'esclaves de la machine.
- ③ «Un monde en transition»: le développement d'une vision syndicale pour qui des solutions durables en matière de climat, de conflits, de respect des droits des travailleurs, doivent principalement venir du renforcement de la coopération internationale. Les questions liées à la politique migratoire, au commerce équitable et au travail décent dans les chaînes numériques font également partie de ce vaste thème.

Les textes issus des travaux en sections ont été votés lors de l'assemblée plénière. Il en va de même pour les «résolutions d'actualité» qui constituent la position de la CSC sur des points d'actualité brûlants et les «résolutions d'activité» qui constituent la «feuille de route» de la CSC pour les quatre années à venir.



Ce sont tous ces textes qui constitueront ce que le président et la secrétaire générale ont appelé la boussole de la CSC: «*Les textes de congrès sont des prises de position, des idées et des orientations pour le travail à venir. Ce sont des outils destinés à apporter, durant les prochaines années, des améliorations en faveur des citoyennes et citoyens dans un monde en rapide évolution.*»

D.Mo.

Revivez le congrès, (re)découvrez la vidéo du congrès, regardez les photos d'ambiance et lisez le discours de clôture sur www.queltravaildemain.be

DIX BALISES POUR APPRÉHENDER LES PHÉNOMÈNES DE TRANSITION

Adoptées par un vote en plénière, vingt-cinq lignes de force réparties en dix revendications phares définissent l'orientation de la CSC pour appréhender les phénomènes de transition.

Pendant trois jours, 900 militantes et militants ont, au nom de leurs organisations (centrale professionnelle ou fédération régionale), proposé et défendu des amendements soumis au vote pour rédiger vingt-cinq lignes de force. Marc Leemans, dans son discours de clôture, a condensé ces décisions en dix revendications phares. En voici les grandes orientations.

- ① L'humain n'est pas au service de la technologie. Au contraire, c'est la technologie qui est au service de l'humain.
- ② Ce n'est pas la technologie qui pose problème en soi, mais la répartition des gains. «*Chaque euro, quelle que soit la façon dont vous le gagnez, doit être imposé de la même façon.*»
- ③ La CSC doit guider les travailleurs dans le dédale des transitions. Dans ce cadre, «*la CSC réclame pour 2020 un droit à cinq jours de formation pour chaque travailleur.*»
- ④ La technologie peut alourdir le travail: «*Le progrès peut également être synonyme de régression. Ici en Belgique, les plateformes numériques telles qu'Uber et Deliveroo (...) ne paient ni impôts ni cotisations. Avec les représentants des Classes moyennes, nous demandons que la Cour constitutionnelle annule cette décision.*»
- ⑤ Le patron ne doit pas tout savoir: «*Le droit à la vie privée ne doit pas cesser lorsque vous cherchez un emploi ou que vous pénétrez sur votre lieu de travail.*»
- ⑥ Nécessité de rappeler les multinationales à l'ordre: «*La Belgique peut suivre [l'exemple français] en rendant les entreprises actives à l'étranger pénalement responsables de violations des droits humains, des normes fondamentales du travail et des accords internationaux sur le climat et l'environnement.*»
- ⑦ Soutien à la transition climatique.
- ⑧ La migration est un phénomène irréversible: «*Pour nous, tout individu et tout droit humain compte.*»
- ⑨ Réalisation des objectifs du développement durable des Nations unies.
- ⑩ Développement d'un autre modèle de croissance: «*L'ancien modèle de croissance nuit fortement à la qualité du travail, à l'intégration des plus vulnérables, au climat ainsi qu'à l'environnement. Nous devons donc développer notre monde autrement. Cela nécessite un changement des rapports de force. L'économie doit se défaire de la spéculation boursière des actionnaires. Nous devons remettre notre monde entre des mains responsables. Reprendre le contrôle!*»



© Aude Vanlathem

CONGRÈS, MODE D'EMPLOI

Lors du congrès, 900 militantes et militants mandatés par leurs organisations discutent et votent les lignes de force. C'est le fruit d'un long processus démocratique durant lequel elles sont d'abord préparées par les organisations puis discutées et amendées avant d'être votées au congrès.

C'est le conseil général (le «parlement» de la CSC) qui choisit le thème du congrès parmi les défis et enjeux syndicaux. Le service d'études de la CSC rédige alors les premiers documents de travail, souvent en consultant des experts mais aussi en étant à l'écoute des militants. Ainsi, en septembre 2018, des militants et militantes volontaires, venus de toutes les régions et tous les secteurs, se sont réunis deux samedis d'affilée à Bruxelles lors de journées préparatoires du congrès. Leurs réflexions et témoignages ont alimenté les discussions thématiques (horizon 2030, travail des exclus, égalité des femmes et des hommes...) et constitué la base du texte préparatoire des lignes de force du congrès.

Ce texte a alors été envoyé à tous les militants de la CSC via la revue «*Syndicaliste*». Les centrales et les fédérations l'ont lu et discuté avec leurs militants et elles y ont apporté des amendements. Puis 900 militants ont été mandatés au congrès par les centrales professionnelles, fédérations régionales ou groupes



spécifiques pour présenter les positions prises par leur organisation au cours des travaux préparatoires et les défendre via des amendements. Ensemble, ils ont donc représenté les intérêts et les aspirations des 1.500.000 affiliés de la CSC.

Enfin, les «lignes de force» ont été établies et votées en assemblée plénière. Lors de ces votes, les centrales professionnelles ont deux tiers des voix, les fédérations régionales en ont un tiers. Il en va de même lors des votes pour les résolutions d'activité et d'actualité. À l'issue des votes, les lignes de force deviennent la référence quotidienne de la CSC sur les sujets liés à la transition.

SYNDICALISME 2.1: LE DÉFI DE LA TRANSITION JUSTE

La transition fait partie des enjeux majeurs qui ont été développés à l'occasion du congrès de la CSC. Mais c'est quoi, la transition juste? Éléments de réponse avec Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC.

La transition, sous ses différentes facettes –technologique, écologique, énergétique, économique, climatique...- constitue un défi important pour les syndicats. Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC, qui représentait le syndicat à lors d'une conférence co-organisée par la FEC et la Revue Nouvelle⁽¹⁾, a rappelé le contexte idéologique dans lequel la transition s'engage: «*Nous continuons à être victimes du mouvement de dérégulation massif débuté dans les années 80*» constate-t-elle, certains responsables politiques et économiques continuant à en appliquer les préceptes, comme la croissance ou la productivité, sans chercher à trouver de nouveaux indicateurs. «*Les syndicats d'employeurs restent prisonniers de cette vision à court terme et des exigences de rendement et de profit. Il faut trouver des interlocuteurs politiques et économiques pour s'engager dans cette transition.*»

Le mythe technologique

Les conséquences de la transition sont exprimées sans équivoque: «*Nous ne croyons pas en une transition dans laquelle il n'y a que des gagnants. Il y aura également des perdants. D'où la notion de juste transition, une transition qui ne laisse personne au bord du chemin.*» La CSC est convaincue qu'une transition qui ne prend pas

en compte les plus fragiles de la société sera impossible car une partie importante de la population ne suivra pas le mouvement, «*ce qui constituerait un risque démocratique important.*»

Affirmant qu'une transition n'est possible que si chacun modifie son comportement, la secrétaire générale bat en brèche les tenants du «mythe» selon lequel la technologie permettra de trouver des solutions permettant de réaliser une transition sans modifier ni le modèle ni les comportements: «*C'est un leurre qui signifie fermer les yeux et attendre sans remettre en cause la logique du profit à court terme. Il ne faut pas attendre d'être dépendants de la technologie. Il faut utiliser le potentiel des initiatives prises par des individus ou localement par des collectivités.*»

Des changements pour le long terme

L'importance de fédérer les énergies entre les différents niveaux de pouvoir est rappelé à plusieurs reprises. «*Parler de transition n'a aucun sens si l'ensemble des Régions et le niveau fédéral n'investissent pas en se renforçant mutuellement, avec un cap, une vision.*» Et il s'agira, sur cette base, d'être conséquent par rapport aux activités que l'on souhaite garder ou pas: «*Il y a parfois des choix difficiles à faire*» affirme Marie-Hélène Ska, faisant référence aux conséquences ambivalentes, à l'aune de la transition juste, de l'arrivée d'un opérateur tel que Ali Baba à Liège ou du développement du e-commerce.



Pour amorcer la transition, il faut *«travailler avec les entreprises dans une vision à moyen et long termes. Il faut briser la logique du court terme, tant pour la recherche du profit que pour le consommateur qui veut se faire livrer dans les deux heures par internet des objets dont il n'a pas spécialement besoin.»*

Briser le tabou des recettes

Les échanges avec Olivier Derruine, rédacteur au magazine *Politique*, et avec la salle laissent entrevoir la complexité et l'interdépendance des éléments qu'il s'agit d'envisager conjointement pour réussir une transition qui soit juste. Des investissements très importants -le montant de 1.115 milliards est évoqué- devront être réalisés dans l'Union européenne entre 2020 et 2030 pour atteindre les objectifs en matière de climat et d'énergie. *«Cela donne l'ampleur des recettes nouvelles à trouver. Il faut impérativement lever le tabou sur ces recettes pour financer la transition et boucler le budget.»*

Marie-Hélène Ska rappelle que la CSC a souscrit au Pacte Finance Climat⁽¹⁾ et que la lutte contre l'évasion fiscale a aussi un rôle important à jouer dans le financement de la transition. La secrétaire générale ajoute que *«la Banque européenne d'investissement devrait intervenir sur cette question, comme elle l'a fait au moment de la crise.»* Elle insiste par ailleurs sur l'impératif de *«desserrer le carcan à cause duquel il n'y a pas les moyens d'investir: il faut investir massivement dans la transition si on veut pouvoir en récolter les fruits.»*

En Belgique, cette transition passe entre autres, de manière très concrète, par des investissements dans l'isolation des bâtiments: *«Pour être juste, il faut consacrer les moyens publics, en large majorité, aux bâtiments publics, aux locataires ou à des logements qui sont devenus des passoires énergétiques.»* Cela signifie également qu'il faut s'attaquer aux problèmes de la mobilité, changer les habitudes et développer des comportements alternatifs en la matière.

Une approche collective

Marie-Hélène Ska constate à cet égard que ce sont souvent les personnes avec de bons revenus qui bénéficient d'un certain nombre d'avantages comme la voiture salaire ou qui reçoivent des primes pour utiliser des voitures hybrides. *«Il y a des choix à faire en matière de destination de l'argent public si l'on doit financer la transition. Ça suppose des décisions collectives qui vont à l'encontre de coups de pouce individuels, comme les primes.»* Le recours au coût vérité, au départ par exemple d'une régle-

mentation sur la tarification du carbone ou une taxe kérosène, constitue également un des enjeux de la CSC au niveau belge et européen dans l'horizon d'une transition juste.

Une transition avec les travailleurs

La secrétaire générale rappelle que la CSC est favorable à la diminution de la production énergétique, à la transition des modes de production énergétiques pour diminuer les émissions de CO2 et à la fermeture des centrales nucléaires en 2025. Elle ajoute cependant avec fermeté qu'*«il n'est pas question de faire une transition contre les travailleurs.»*

Et à cette aune, envisager la transition juste au niveau européen et mondial n'est pas une mince affaire: *«Dire à 300.000 mineurs polonais qui travaillent dans les mines de charbon avec un bon statut qu'il va falloir changer, ça n'est pas évident, admet Marie-Hélène Ska, mais ça n'empêche pas comme syndicalistes européens d'être ambitieux.»*

Une transition juste et ambitieuse

Cette ambition passe par l'accompagnement des travailleurs dont les métiers et les secteurs d'activité vont être amenés à changer. *«Cela supposera des investissements très importants dans leur accompagnement et dans la négociation d'accords à ce niveau.»* Cette ambition semble également indispensable en perspective des changements politiques, économiques, sociaux et individuels qu'il s'agira de réaliser en peu de temps pour réussir cette transition juste. C'est d'ailleurs sur un exemple de cette complexité, évoqué par la secrétaire générale de la CSC, que s'est conclu le débat: *«Nous allons devoir investir dans les transports en commun. Mais pour ce faire, il va également falloir resynchroniser les temps sociaux: le co-voiturage sera compliqué si la flexibilité est telle que plus personne ne travaille à la même heure. On ne pourra pas réussir la transition si on considère chaque individu isolément, avec le droit de faire tout et n'importe quoi. D'une certaine manière, il faut réimposer des normes de vivre ensemble. Cette réflexion doit être parallèle à la transition et à la mobilité.»*

D.Mo.

(1) Conférence débat organisée par la FEC et la Revue nouvelle en septembre dernier à l'Eden (Charleroi). Le contenu de la conférence-débat est disponible dans son intégralité sur <https://soundcloud.com/eden-charleroi/syndicalisme-defi-de-la-transition-juste>

(2) Initiative qui a pour but de financer la transition écologique en créant une banque européenne du climat alimentée par des fonds spécifiques prélevés sur les bénéfices des grandes entreprises.



Chimie

Chez Lubrizol, du délitement des normes à la catastrophe

L'incendie de l'usine Lubrizol, à Rouen, pose des questions sanitaires, environnementales et syndicales qui dépassent les frontières de la France. La CSC BIE a organisé une rencontre pour échanger sur les conséquences de cette catastrophe industrielle et sur les suites à lui donner.

Le 26 septembre dernier, suite à un incendie, un nuage toxique s'est élevé des flammes de l'usine Lubrizol à Rouen, classée Seveso seuil haut⁽¹⁾. Face à cet accident industriel sans précédent depuis l'explosion de l'usine AZF en 2001, Koen De Kinder, secrétaire fédéral de la CSC Bâtiment Industrie & Énergie et responsable du secteur de la chimie pour la centrale, témoigne de sa «*préoccupation pour le sort des 420 travailleurs et marque la solidarité de la CSC BIE avec eux.*» Cette catastrophe ressemble en effet à une triple peine pour les travailleurs de Lubrizol: ils en sont victimes en tant qu'habitants de la région avec des répercussions possibles pour leur santé, en tant que travailleurs dont l'emploi est menacé par le futur incertain de leur entreprise et, médiatiquement, ils sont pris pour cibles alors qu'ils n'ont rien à se reprocher ni dans l'origine, ni dans la gestion controversée de la catastrophe par les autorités.

Des normes non-appliquées

En France, la simplification et l'accélération des installations industrielles semble avoir pris politiquement le pas sur les normes sociales et environnementales. Celles-ci sont abaissées ou supprimées par les autorités françaises – Lubrizol Rouen venait de profiter d'un assouplissement normatif... - malgré l'existence de directives européennes en matière d'environnement, de sécurité et de santé.

«*Le problème, ce sont moins les directives européennes qui sont plutôt bien faites que les législations nationales qui transposent leur application*» déclare Luc Norga du service d'étude de la CSC BIE pour les matières environnement, énergie et mobilité. «*La simplification mais aussi le manque de personnel pour cause d'austérité aboutit à ce qu'une série de dossiers passent entre les mailles du filet.*» La France n'a malheureusement pas le monopole des évolutions qui aboutissent à ce constat. Pour Jean Louis Teheux, conseiller chez CSC BIE pour les matières santé et sécurité, «*le délitement des normes et le manque d'inspection est un constat que l'on peut malheureusement faire au niveau de l'Europe. Depuis 2012, cette volonté de simplification existe, particuliè-*

rement pour les PME. Cette évolution n'est pas encore perceptible en Belgique mais elle est néanmoins inquiétante.»

Une suppression invraisemblable

En France, dans le cadre des réformes du droit du travail, cette simplification a abouti, en 2018, à la suppression des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), les équivalents des comités pour la prévention et la protection au travail (CPPT) belges. Ces comités ont été fusionnés avec d'autres instances représentatives du personnel. Conséquences: une diminution de près d'un tiers des représentants des travailleurs et des profils favorisant la transversalité des compétences plutôt que l'expertise.

«*Depuis la Belgique, la suppression des CHSCT semble invraisemblable, surtout dans une entreprise comme Lubrizol qui a déjà été condamnée à plusieurs reprises pour des manquements sur le plan environnemental*» explique Dimitra Penidis, conseillère chez CSC BIE pour le secteur de la chimie et présidente du dialogue social européen de ce secteur. «*Il est interpellant de voir à quel point les travailleurs sont mis dans une situation de risque avant et après l'accident.*»



La CSC BIE se préoccupe du sort des 420 travailleurs de Lubrizol et leur apporte solidarité et soutien.



À cet égard, il est utile de rappeler l'importance de la prévention dans toutes les entreprises où peuvent se produire des accidents ayant des répercussions sanitaires pour les travailleurs et la population, comme le rejet de fibres d'amiante par exemple.

La force syndicale

Cette catastrophe constitue un sérieux rappel à l'ordre pour l'ensemble des gouvernements de l'Union européenne (UE) sur l'importance d'appliquer les normes sociales et environnementales issues des directives européennes. Leur délitement en France, où la présence syndicale est moins forte et la concertation sociale est moins développée qu'en Belgique, témoigne de l'importance de la représentation syndicale au sein d'organes de concertation comme le CPPT.

Marina Mesure, secrétaire générale au Parlement européen pour un parti politique français, a travaillé avant cela comme syndicaliste au niveau international (pour l'OIT et l'IBB) et au niveau européen (à la FETBB). Elle estime que toutes les forces syndicales doivent s'unir de toute urgence pour parler d'une même voix afin d'éviter

que de telles catastrophes industrielles ne se reproduisent à l'avenir, là où des entreprises vieillissantes présentent des risques énormes tant pour l'environnement que pour les travailleurs.

Des actions concrètes

Pour Rico Zara, permanent CSC BIE dans le secteur de la chimie, il est urgent de mener un projet syndical européen qui donne les orientations d'une politique industrielle ambitieuse, génératrice d'emplois de qualité tout en tenant compte des enjeux climatiques.

Il est urgent de mener un projet syndical européen qui donne les orientations d'une politique industrielle ambitieuse.

Jeanne Maillart, responsable nationale des Jeunes CSC, également présente lors de cette rencontre, se dit convain-

cue de l'absolue nécessité d'impliquer les jeunes dans ces enjeux. La rencontre des jeunes CSC du 9 novembre prochain, sur le thème «Climat, emploi: même combat?», constituera d'ailleurs une occasion de les mettre dans le coup. Des ateliers et des discussions permettront de faire converger les luttes climatiques et les luttes syndicales et de se préparer pour les mobilisations à venir. Elle a invité la CSC BIE à y participer.

Enfin, José Angeli, de l'équipe RISE de la FEC, a proposé que la CSC exprime son soutien aux travailleurs de l'entreprise Lubrizol en prenant contact avec leurs délégations syndicales. Dans cette perspective, la CSC BIE soutiendra la CFDT Énergie Chimie (syndicat français) grâce à des contacts avec Laurent Soulier, secrétaire fédéral CFDT - Fédération Énergie Chimie. Nul doute que cette rencontre connaîtra donc des prolongements.

D.Mo.

(1) Entreprise qui a une activité liée à la manipulation, la fabrication, l'emploi ou le stockage de substances dangereuses.

JOURNÉE CHANTIERS NATIONALE: ÉCOUTER ET INFORMER

Pour cette 11^{ème} édition de la désormais traditionnelle «journée chantiers» nationale, plus de 1.000 militants et membres du personnel de la CSC bâtiment - industrie & énergie (CSC BIE) ont enfilé des chaussures de sécurité et un casque pour informer près de 15.000 travailleurs sur leurs conditions de salaire et de travail. Cette année, la CSC BIE a mis l'accent sur les améliorations permises par les récentes CCT sectorielles et sur les avancées en matière de lutte contre le dumping social.

Grâce à la conclusion de l'accord sectoriel 2019-2020, les conditions de travail et de salaire des ouvriers de la construction s'améliorent considérablement. Les indemnités de mobilité augmenteront de 20% à partir du 1^{er} décembre 2019 (sauf pour les chauffeurs avec passagers qui doivent attendre l'augmenta-



tion du plafond ONSS). Les travailleurs qui parcourent plus de 43.000 km par an bénéficieront d'un jour de congé payé supplémentaire.

En outre, la lutte contre le dumping social et les faux indépendants se poursuit sans relâche dans le secteur. La CSC BIE poursuit son combat en faveur d'une perception correcte des cotisations de sécurité sociale dans le pays d'occupation du travailleur détaché et d'une augmentation des effectifs au sein des services de contrôle et d'inspection.

CONSTRUCTION: LA MOBILITÉ AVANCE

Le 30 septembre dernier, à la réunion de la CP 124 (construction), les interlocuteurs sociaux ont signé les textes conventionnels. En matière de mobilité, la CCT reprend les dispositions suivantes:

- 1 Augmentation des indemnités de mobilité de 20% à partir du 1^{er} décembre 2019, sauf pour les chauffeurs avec passagers. L'indemnité de mobilité pour les chauffeurs avec passagers sera augmentée dès que le plafond ONSS sera relevé;
- 2 Création d'une 3^{ème} catégorie «chauffeurs sans passagers» avec voiture d'entreprise à partir du 1^{er} décembre 2019;
- 3 Droit à un jour de mobilité à prendre avant le 31 mars 2020 au plus tard lorsque le nombre de kilomètres parcourus en 2019 dépasse les 43.000 km.



Namur

Les TSE veulent reconquérir le droit à la santé

Les Travailleurs sans emploi (TSE) de la CSC ont présenté les premiers résultats de leur enquête sur la santé des sans-emploi à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la pauvreté.

Des délégations de militantes et de militants des fédérations et des groupes spécifiques de la CSC se sont rendues à Namur, le 17 octobre dernier, pour témoigner de leur refus de la misère à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la pauvreté. Elles ont arpenté les rues de la capitale wallonne jusqu'à la place d'Armes pour manifester leur volonté de «reconquérir le pouvoir de vivre». Tel était le thème d'action de la grande manifestation organisée par le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) et soutenue par la CSC. Le groupe des Travailleurs Sans Emploi (TSE) de la CSC a profité de cette occasion pour présenter les premiers résultats de l'enquête menée, en collaboration avec la Chaire Travail-Université sur la question de la santé.

Entrer dans un cercle vicieux

Quels sont les impacts de la perte d'emploi et des périodes de chômage sur la santé des personnes sans emploi? L'enquête menée à Bruxelles et en Wallonie entre avril et juin 2019 analyse le millier de réponses reçues et propose un état des lieux de la santé. La situation de chômage est envisagée sous des angles divers: les effets sur la santé, l'accès aux soins et la question de l'activation.

«Ce questionnaire répond à une attente de nos militants, explique Khadija Khourcha, responsable nationale des TSE. La santé des travailleurs est souvent évoquée dans les médias, à travers le burnout par exemple. Mais les sans-emploi subissent également de multiples pressions car ils n'ont pas de boulot et risquent d'entrer dans un cercle vicieux où ils ne trouvent plus de boulot parce qu'ils sont malades de cette pression.»

Parmi les résultats de cette enquête, pointons quelques résultats. Tout d'abord, un constat global impressionnant: les problèmes de santé concernent environ une



Les TSE de la CSC ont pris part à la manifestation contre la pauvreté «pour reconquérir le pouvoir de vivre.»

personne sans emploi sur six, tant des hommes que des femmes.

L'âge et la durée du chômage sont les facteurs qui influencent leur état de santé: à partir de 40 ans, les plus âgés semblent en plus mauvaise santé, à l'instar des personnes au chômage depuis plus d'un an. Les sans-emploi avec un niveau de formation moins élevé sont plus nombreux à être en mauvaise santé.

Près de la moitié des personnes interrogées déclarent que leur santé est restée stable, mais 42,6% des répondants considèrent que leur état de santé s'est plutôt voire fortement détérioré depuis qu'ils sont sans emploi. Cela interpelle. Ce constat augmente avec l'âge et avec la durée de la période de chômage: 54,7% des TSE au chômage depuis plus de deux ans considèrent que leur santé s'est dégradée. Cette dégradation n'épargne pas les personnes avec un niveau de formation élevé.

Renoncer aux soins

L'enquête se penche également sur les problèmes de santé rencontrés durant la période de chômage sur le plan physique, mental mais aussi social. Ce point concerne la qualité des relations avec l'entourage de la personne et le sentiment de soutien social. Les résultats sont clairs: durant la période de chômage, il y

a une tendance à voir moins souvent ou à ne plus voir ses amis. C'est le cas de 33% des personnes durant les six premiers mois de chômage et, après plus de deux ans, pour quasi la moitié des TSE (49,6%). Néanmoins, les TSE ressentent assez largement le soutien de leur entourage (71%) même si ce sentiment a tendance à diminuer après deux ans au chômage. Sans surprise, l'enquête constate qu'une large majorité des personnes interrogées ont des difficultés à boucler les fins de mois (84,8%) et que, pour près de deux-tiers d'entre elles, les frais de soins de santé sont difficiles voire impossibles à supporter, ce qui aboutit à un renoncement ou un report de soins de santé.

La présentation a été suivie d'échanges avec la salle. Puis, les militants et militantes TSE ont proposé les thématiques de l'enquête qu'ils souhaitent voir développer au niveau régional. Rendez-vous a également été pris avec Christie Morreale, ministre wallonne de la Santé, présente à la manifestation, pour lui faire part du cahier de revendications des TSE et envisager, à l'aune de cette enquête, les mesures nécessaires pour préserver le droit fondamental à la santé.

Les résultats complets de l'étude seront rendus publics prochainement.

D.Mo.



Namur

Unis pour le climat et contre la pauvreté

Le Rainbow warrior III, le navire écologique de Greenpeace, arpente les mers du monde pour militer en faveur d'une transition énergétique. Il a terminé sa tournée européenne à Anvers où il a été le théâtre d'une rencontre inédite entre les acteurs belges pour le climat: une quarantaine d'associations rassemblées sous la bannière «United for climate».

Greenpeace, la Coalition climat, la CSC, la FGTB, le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, Workers for climate, Teachers for climate, le Moc, le CNCD-11.11.11... Leur point commun: clamer d'une même voix la nécessité d'avoir une transition climatique socialement juste qui ne laisse aucun travailleur et aucun citoyen sur le carreau.

Ce 4 octobre, à l'initiative de United for climate, ce sont des personnes précaires ou en état de pauvreté qui sont venues faire entendre leur vécu à Anvers, sur le Rainbow Warrior. Car ce sont elles qui subissent et payent le prix fort de mesures et de tarifs non sociaux. Comment, quand on n'a pas de moyens, adopter des comportements qui ne soient pas nuisibles au climat? Deux tables rondes étaient organisées. L'énergie, la mobilité, l'isolation des logements... étaient au cœur des témoignages.

Au cœur de la pauvreté

Pascale a cinq enfants dont des triplés. Elle vit à Mehaigne, un village près d'Eghezée: «J'ai été en règlement collectif de dettes. On m'a collé un compteur à budget pendant quatre ans alors que j'avais des panneaux photovoltaïques. Je ne pouvais dès lors plus profiter des avantages des panneaux. (...) On n'a pas une vieille voiture par goût, on n'a pas le choix. J'ai récupéré un utilitaire d'un ami décédé. C'est pratique pour aller chercher les colis alimentaires. Dans mon village, les bus sont rares et chers. Mon fils commence des études à Bruxelles. Ma voiture ne peut plus y rouler parce qu'elle est trop polluante. Comment faire pour le déménager? Quand je suis tombée dans la précarité, j'avais une voiture sept places.»



Des personnes précaires ou en situation de pauvreté sont venues témoigner de leurs difficultés à adopter des comportements qui ne sont pas nuisibles pour le climat.

Pacou est devenue propriétaire en 1985. Elle vit dans une maison non isolée qui coûte cher en énergie et où il y a des travaux à faire partout. «Une fois, j'ai voulu demander une prime. Je ne l'ai pas eue parce qu'à l'époque, il fallait avoir fait des travaux pour presque le double. Et maintenant, je ne peux pas avancer l'argent. Je ne demande plus l'aide du Fonds social mazout parce qu'il y a trop de contraintes. Tout cela fatigue. Il faut se battre pour tout, tout le temps. Tu perds tes droits car tu en as marre. Tu ne fais plus rien d'autre que calculer. Je sais qu'il pleut dans mon grenier. Je ne vais pas voir. J'ai honte d'être pauvre.»

La CSC était représentée autour d'une table ronde par José Angeli, du Réseau intersyndical de sensibilisation à l'environnement (Rise), et Daniel Coenen. Ce militant Travailleur sans emploi de Liège est venu témoigner des différences de tarifs des transports en commun entre les trois Régions (voir son portrait p. 11).

Un appel urgent aux politiques

Les associations membres de United for climate lancent un appel urgent pour que la transition vers une société respectueuse du climat se fasse de manière équitable, en n'excluant personne. Pour

elles, cette transition offre un nombre incroyable d'opportunités pour combattre les inégalités et améliorer la qualité de vie des citoyens, de tous les citoyens. Mais pour éviter que les mesures se retournent contre les gens dans la pauvreté, les politiques doivent être à leur écoute. United for climate propose cinq mesures clés qui profiteront aux personnes et au climat:

- ① Contribution équitable des grands pollueurs et des plus hauts revenus.
- ② Droit à l'énergie et à un logement climatiquement neutre.
- ③ Partage de l'énergie - Énergies renouvelables pour tous.
- ④ Amélioration des transports publics, de la pratique du vélo et verdissement du parc automobile.
- ⑤ Assurer une transition industrielle solidaire, participative et équitable

D.C.



A lire sur

www.greenpeace.org/belgium/fr/rapports/7135/united-for-climate-les-opportunités-dune-transition-climatique-equitable/



DANIEL COENEN: POUR DES TRANSPORTS EN COMMUN ACCESSIBLES À CHACUN

«Voici trois cartes de transport: la carte De Lijn coûte 54€ par an, la carte STIB, 85 €, et la carte TEC, 580 €. Pour le même budget, le Wallon «invalide» voyage durant un an, le Bruxellois, sept ans, et le néerlandophone dix ans et demi!!!» C'est le constat qu'a fait Daniel Coenen, 53 ans, militant chez les Travailleurs sans emploi de la CSC Liège. De l'accès à la mobilité pour tous, il a fait son combat. Les transports en commun, il est tombé dedans quand il était petit. Les trains, c'est sa passion, son «dada depuis qu'il sait marcher». Enfant, il habitait un village dans lequel il y avait une gare. Fasciné, il regardait les trains refusant d'aller se coucher avant que ceux-ci ne fassent dodo.

Après des études de tourisme, il s'inscrit dans «toutes les agences d'intérim d'Eupen à La Louvière, en passant par Wavre, Waterloo, Marche-en-Famenne». Il finit par trouver un emploi dans les transports à Charleroi, puis à Huy dans des carrières (groupe Lhoist), puis à Welkenraedt. Pendant toutes ces années, il prendra essentiellement le train et devient expert en horaires. Il se souvient: «De Liège, je prenais le train jusqu'à Welkenraedt, puis un bus jusqu'à la frontière. Après deux-trois mois, on m'a proposé de travailler à pauses dans la même société. Je prenais le train à 4h10 pour arriver à 4h45 à Welkenraedt, puis trajet à pied jusqu'à l'autoroute pour commencer à 6h. Quand je travaillais de 12h à 20h, je devais prendre le train de 10h à Liège et j'arrivais à 11h10 au boulot. J'étais de retour chez moi à 22h. Quand je bossais de 14h à 22h, je prenais le dernier train à 1h09 du matin, le train international de Varsovie. En juin 1992, deux trains ont été supprimés. Au lieu de 4h15, je devais prendre le train de 1h25 pour commencer le travail à 6h.»

Après ce contrat, il travaille à Rhisnes (Namur), Waremme, Lodelinsart (Charleroi), Seneffe, Anhée (Dinant), Zaventem, Herstal (Liège), Bruxelles, ce qui approfondit encore sa connaissance des trains et de leurs horaires.

En 2012, il tombe malade et garde des séquelles d'une opération. Depuis, il marche difficilement en s'aidant d'une béquille. Il est reconnu comme invalide et découvre les différences de tarifs entre les Régions: «Aux Tec wallons, il n'y a pas de tarif invalide. C'est 580 euros par an ou 70 euros par mois. Si vous n'avez pas les moyens de vous payer l'abonnement annuel en une fois, il vous en coûte 840 euros.»

Les fréquences de bus elles aussi laissent songeur: «Dans les grandes villes, il est courant qu'à partir de 18h30, il n'y ait plus qu'un bus par heure. Dans certains villages, c'est deux bus par jour! Ce qui est pénalisant aussi en Wallonie, c'est que l'abonnement mensuel du Tec commence le 1^{er} du mois, alors que les



© Domestienne Coppieters

Nom	> Coenen
Prénom	> Daniel
Age	> 53 ans
Fonction	> militant chez les Travailleurs sans emploi de la CSC Liège

deux autres sociétés permettent de débiter l'abonnement à la date réelle.» Pas étonnant que, dans ces conditions, il n'y ait en moyenne que neuf passagers dans un bus wallon.

Ces aberrations, Daniel est allé les expliquer, avec une délégation de TSE, aux ministres wallons de la Mobilité: le 1^{er} avril au ministre Di Antonio et le 17 septembre, durant la Semaine de la mobilité, au nouveau ministre, Philippe Henry. Leurs revendications principales: des abonnements à tarif réduit pour les petits revenus (abonnement intervention majorée comme en Flandre et à Bruxelles), faire démarrer les abonnements à la date d'achat, permettre de payer l'abonnement annuel par tranches. Et, pour répondre à la sous-utilisation des bus wallons, mettre en place des navettes qui iraient chercher les utilisateurs dans les endroits reculés pour les conduire à des arrêts bien desservis.

Daniel a aussi représenté la CSC lors de l'action «United for climate» qui s'est déroulée sur le Rainbow Warrior le 4 octobre à Anvers (voir p. 10). Pour cet événement prévu à 10h, il a pris le bus de 6h50 à Jemeppe-sur-Meuse pour une arrivée vers 7h15 à Liège Guillemins. Le retard cumulé des deux trains depuis Bruxelles s'est élevé à 17 minutes... Il est donc arrivé en retard à l'action, mais pas grave puisque la plupart des personnes qui s'y rendaient étaient dans ces mêmes trains.

D.C.



PAS DE TITRES SERVICES POUR L'ACCUEIL DE L'ENFANCE > 2

La CSC refuse l'utilisation du dispositif des titres services pour pallier le manque de structures adaptées en matière d'accueil extrascolaire. Ce serait apporter une fausse solution à un vrai problème.



QUELLES SUITES APRÈS L'INCENDIE DE LUBRIZOL? > 7

L'incendie de Lubrizol à Rouen pose des questions qui dépassent les frontières de la France. La CSC BIE a organisé une rencontre pour échanger sur les conséquences de cette catastrophe industrielle et sur les suites à lui donner.



CONSTRUCTION: 11^{ème} ÉDITION DE LA «JOURNÉE CHANTIERS» > 8

Plus de 1.000 militants et membres du personnel de la CSC BIE ont informé près de 15.000 travailleurs sur leurs conditions de salaire et de travail en mettant l'accent sur les améliorations obtenues lors des récentes CCT sectorielles.



LES TSE VEULENT RECONQUÉRIR LE DROIT À LA SANTÉ > 9

Les Travailleurs sans emploi (TSE) de la CSC ont présenté les premiers résultats de leur enquête sur la santé des sans-emploi à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la pauvreté.



UNIS POUR LE CLIMAT ET CONTRE LA PAUVRETÉ > 10

Le Rainbow warrior III, le navire écologique de Greenpeace, a terminé sa tournée européenne à Anvers où il a été le théâtre d'une rencontre inédite entre les acteurs belges pour le climat dont la CSC.



POUR UNE MOBILITÉ ACCESSIBLE À CHACUN > 11

Daniel Coenen, 53 ans, militant chez les Travailleurs sans emploi de la CSC Liège se bat depuis des années pour une mobilité accessible à tous et toutes.

La CSC a participé à la manifestation contre la pauvreté, «Reconquérir le pouvoir de vivre», le 17 octobre, à Namur.



Un congrès pour penser le travail de demain

Pendant trois jours, 900 militantes et militants mandatés par leurs organisations (centrales professionnelles et fédérations régionales) se sont réunis à Ostende pour discuter et voter les 25 lignes de force qui constitueront la feuille de route de la CSC pour les années à venir. Dans ce monde qui semble perdre le nord, il est important de ressortir notre boussole, de garder des repères, de prendre le temps de revenir à nos fondamentaux. Grâce à cette boussole, la CSC a tracé la voie qui lui permettra d'atteindre ses objectifs et revendications concernant ce qui sera le travail de demain.

Nous l'avons répété pendant tout notre congrès: ce n'est pas la technologie qui pose problème, mais la redistribution du gain technologique. Or, les mécanismes de redistribution sont sous pression en Belgique et partout dans le monde. Ils doivent être renforcés. C'est le rôle d'une organisation sociale comme la nôtre. Le monde du travail peut évoluer mais nous l'avons dit et redit: les travailleurs et les travailleuses ne sont pas des robots. La transition vers le travail de demain doit être juste. Elles doit se penser collectivement car notre société est bien plus qu'une addition d'individus isolés.

Ce sens du collectif nous a permis d'engranger de belles victoires syndicales comme l'application du droit du travail au personnel de Ryanair ou l'adoption de la convention internationale contre les violence faites aux femmes. Produire de l'action collective comme nous l'avons fait pendant cinq ans, c'est défendre notre vision de la société et du changement mais aussi opposer notre propre récit à celles et ceux qui nous disent qu'il n'y a pas d'alternatives. Lorsque l'on se bat pour ses convictions, en se disant que les idées que l'on porte sont justes, on peut beaucoup. Nous pouvons et devons jouer un rôle déterminant pour sortir du climat de défiance actuel, du repli sur soi, du chacun pour soi, de la peur de l'autre.

Lors de ce congrès, vous avez fait entendre votre voix. Vous ferez de même lors des élections sociales. C'est grâce à vous et ensemble que nous dessinerons le travail de demain.

Marie-Hélène Ska,
secrétaire générale
Marc Leemans,
président